

Accord viticole UE-Etats-Unis : Un Munich de la viticulture

Yann Le Pollotec

Après vingt années de discussion, le 15 septembre dernier, la Commission européenne (CE) et le gouvernement des Etats-Unis ont paraphé un projet d'accord sur le commerce du vin. Par ce texte, l'Europe et les Etats-Unis reconnaissent mutuellement les pratiques œnologiques de chacune des parties en présence.

Ainsi, l'Union Européenne (UE) accepterait les «pratiques œnologiques» des Américains, comme les copeaux de bois dans les cuves pour accélérer le «boisage» du goût, le mouillage du vin, les mélanges, l'aromatization artificielle des vins etc.

Non seulement cet accord ne résout rien par rapport à un texte récusé il y a deux ans, mais, de plus, il légalise une véritable tromperie sur la marchandise, dangereuse pour les consommateurs comme pour les viticulteurs. Il est paradoxal, de voir l'UE faire de la contrefaçon un casus belli lorsqu'il s'agit de produits industriels chinois ou indiens et, dans le même mouvement «institutionnaliser» la contrefaçon viticole américaine.

La viticulture européenne vendangée au nom de la «concurrence libre et non faussée»

Le texte entérine l'usage frauduleux d'appellation européenne telle que «Champagne», «Tokay», «Chablis»,... en toute impunité, par les Américains. C'est ainsi, que les Etats-Unis pourront continuer à écouler dans le monde entier, annuellement 200 millions de bouteilles de «Chablis» qui n'a de Chablis que le nom sur l'étiquette.

Avec la ratification d'un tel accord par l'UE, le vin ne sera plus

un produit agricole, mais deviendra une boisson industrielle et chimique, au même titre que le Coca-Cola. Aux pauvres, la consommation d'une «vinasse» trafiquée chimiquement, aux riches le vin de qualité, aux groupes de l'agroalimentaire et quelques gros négociants les profits faramineux, avec à la clé, la disparition de milliers d'exploitations viticoles européennes, tel devrait être le résultat de l'application du texte.

Des pays comme l'Australie, le Chili, l'Inde, la Chine ou d'autres pourront prendre prétexte de cet accord bilatéral pour, à leur tour, produire et exporter massivement n'importe quelle boisson sous l'étiquette générique de «vin». Une fois de plus, la Commission européenne a été incapable de défendre l'intérêt général des peuples européens au nom de la «concurrence libre et non faussée». Cette situation crée un précédent inquiétant pour les prochaines négociations à l'OMC. La CE ne va-t-elle pas brader une agriculture européenne durable et de qualité au profit des intérêts des grandes multinationales de l'agroalimentaire ?

C'est pourquoi, le groupe parlementaire de la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL), explication de vote de Jacky Hénin à l'appui, a refusé au Parlement Européen, la ratification de ce véritable Munich de la viticulture européenne. Il faut ouvrir d'urgence de nouvelles négociations avec les Etats-Unis. ■

CONTRE LES ATTEINTES A LA LIBERTE DE LA PRESSE EN ALGERIE

Le verdict est tombé. Nous ne pouvons l'accepter. Cinq journalistes algériens du Matin sont condamnés à de la prison ferme pour avoir fait leur métier : informer.

Deux mois de prison pour Abla Chérif et Hassane Zerrouky, également journaliste à l'Humanité ; trois mois pour Youcef Rezzoug, rédacteur en chef du Matin, et la journaliste Yasmine Ferroukhi. Cinq mois de prison pour Mohamed Benchicou, le directeur du Matin, déjà incarcéré depuis dix mois. Nous demandons la relaxe pour Hassane Zerrouky, Abla Chérif, Youcef Rezzoug et Yasmine Ferroukhi ainsi que la libération immédiate de Mohamed Benchicou. Nous avons décidé de briser le silence sur la situation des journalistes algériens. La liberté d'expression et la liberté de la presse sont, en Algérie, victimes d'une répression féroce. Pas une semaine ne se passe sans que des journalistes ne comparaissent devant les tribunaux.

Le directeur du Matin, Mohamed Benchicou, est en prison depuis dix mois dans des conditions sanitaires déplorables et son état de santé se détériore. Le Matin, qui diffusait à plus de 150 000 exemplaires par jour en Algérie, a cessé de paraître depuis le mois de juin 2004. Quatre journalistes qui, dans les colonnes de ce quotidien, avaient osé enquêter sur des malversations financières impliquant des proches du pouvoir, sont aujourd'hui menacés d'emprisonnement et d'amendes exorbitantes. Nous ne pouvons l'accepter. Les journalistes algériens ont payé un lourd tribut au combat contre l'intégrisme islamiste. Plus de 60 d'entre eux ont été assassinés. Aujourd'hui, un code pénal inique transforme l'exercice de leur métier en acte de délinquance. La répression de la presse en Algérie s'ajoute à l'aggravation des atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Nous tous qui sommes mobilisés pour la libération de Florence Aubenas, Hussein Hanoun al Saadi et de tous les journalistes retenus en otage ou incarcérés, nous nous mobilisons aussi pour la libération de Mohamed Benchicou, la relaxe des journalistes du Matin et l'arrêt de toutes poursuites à l'encontre de nos consœurs et confrères algériens.

Nous soutenons Youssef Rezzoug et Yasmine Ferroukhi, Habla Cherif, Hassane Zerrouky.

Pour vous joindre à cet appel : <http://www.humanite.fr/petition/meta461025>